



CERCLE CONDORCET DE PARIS

Lettre 57-58

Année 2024

Le droit à mourir dans la dignité : un droit à conquérir

Jonathan Denis

Les pesticides : un déni français

François Dedieu

Qu'est devenu le camp de la paix en Israël?

Existe-t il en Palestine ?

François Vescovi

Israël Palestine : pas de paix sans justice

Alain Gresh

L'intelligence artificielle et l'intelligence humaine ne sont pas en concurrence

Daniel Andler

Une société peut-elle se moderniser sans s'occidentaliser ?

Maurice Godelier

Changer d'énergie : la difficile mais nécessaire transition vers moins de carbone

Franck Lacroix

Claude Alphandéry vivre et résister

Jean Loup Motchane

La démocratie en danger

Notre Remue-méninges

Comment en sommes nous arrivés là ?

Communiqué pour les élections législatives de 2024

Editorial

L'année 2024 a été riche en événements inattendus ou non désirés. En vrac :

La dissolution de l'Assemblée Nationale en France, sa tripartition en blocs, quatre premiers ministres, une crise politique majeure qui couve sans exploser complètement. La poursuite de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, sans issue prévisible. Le conflit entre Israël et Palestine qui montre un déséquilibre abyssal sans espérance de paix. L'élection de Donald Trump président des Etats Unis pour la seconde fois, qui va bouleverser les équilibres mondiaux. La progression des extrêmes droites en Europe, de régimes autoritaires en de multiples endroits, la persistance ou l'éclatement de conflits régionaux, souvent meurtriers signes de failles démocratiques.

Les changements climatiques se confirment et la responsabilité des actions humaines n'est plus contestable bien que contestée par beaucoup.

Le monde paraît de plus en plus divisé en blocs concurrents et le nationalisme fauteur de guerres reprend l'ascendant sur les coopérations multilatérales. Les intérêts particuliers l'emportent sur les biens communs. La science, longtemps porteuse de progrès humains, est de plus en plus instrumentalisée par des objectifs de puissance, voire d'asservissement, comme on l'observe avec les algorithmes sociaux, voire l'intelligence artificielle. Mais aussi avec le retour des industries de guerre et d'extraction.

Comment pourrait-on réagir ? Mieux analyser les situations pour essayer d'en comprendre les causes et tenter d'infléchir, sans doute par des actions collectives, les tendances dangereuses qui se manifestent. A notre échelle, c'est penser, avec d'autres, les changements nécessaires.

Nous avons abordé plusieurs questions importantes de nos sociétés qui témoignent de nos contradictions et des oppositions entre groupes sociaux. Comme le droit à mourir qui divise les opinions. Ou la question des pesticides qui illustre des impasses des systèmes productifs. Nous avons poursuivi nos interrogations sur les changements d'énergie. Nous avons évoqué certaines innovations bouleversantes comme l'IA. Nous avons essayé de comprendre ce qui pourrait permettre de résoudre les conflits en cours : après ceux de l'Ukraine et la Russie, celui d'Israël et Palestine.

Enfin nous avons débattu des risques qui pèsent aujourd'hui sur nos démocraties. Ils sont majeurs. Cette question sera, à n'en pas douter, la question essentielle des jours à venir. Le nouveau capitalisme, financier et rentier, s'éloigne des principes et surtout des règles démocratiques. Il pourrait préférer l'autorité ou le chaos.

Il nous faudrait, avec Ernst Bloch, reconstruire un *principe espérance* pour que nos sociétés sortent du chaos qui semble venir.

Bernard Wolfer

Le droit à mourir dans la dignité : un droit à conquérir

Avec Jonathan Denis,

23 novembre 2023

Né en 1983 dans le Doubs, Jonathan Denis travaille dans le secteur privé en tant que cadre bancaire. Il est président bénévole de l'ADMD (Association pour le droit à mourir dans la dignité) depuis octobre 2021 après en avoir été secrétaire général entre 2018 et 2021. Il a accompagné son père dans une démarche de fin de vie en dignité.

Nos sociétés modernes ont fait de la mort un objet de rejet. L'idée de progrès inclut tous les moyens de favoriser la vie et les conditions permettant de la continuer en bonne santé le plus longtemps possible. Certains envisagent même de pouvoir supprimer la mort. Ce qui fut considéré par les sociétés et leurs religions comme un passage nécessaire est maintenant pensé comme devant être repoussé.

Les progrès de la médecine, avec ceux de l'alimentation, des modes de vie et de travail, conduisent au vieillissement de la population, mais pas à l'abolition de la mort. Les maladies, et certains accidents sont la cause de souffrances qui résistent aux traitements, alors que ceux-ci sont réputés ne pas pouvoir guérir.

Jonathan Denis nous a présenté la situation actuelle en France, mais aussi dans plusieurs pays européens. Que recèlent ces droits, mais aussi cette liberté à mourir, qui bien sûr, ne vont pas de soi ?

Une évolution lente des idées et du droit

Dans de nombreux pays, et en France depuis 1980, des mouvements se sont développés demandant que soit reconnu un droit à mourir dans la dignité. La fin de vie, la mort sont des sujets intimes, qui touchent nos convictions et nos certitudes. Nos vies sont de plus en plus médicalisées, avec succès puisque nous vivons de plus en plus vieux, y compris en bonne santé.

Mais la mort subsiste, et la fin de vie n'est pas toujours respectée dans sa dignité. De la loi Caillavet sur le don d'organes (1976) jusqu'à

la loi Kouchner en 2002, le législateur a contribué à améliorer la dignité des patients dans les traitements que la médecine permet. En 1995, une loi pour le soulagement de la douleur, en 1999 l'accès universel aux soins palliatifs, en 2002 le droit du patient à être informé, à consentir aux soins et recevoir les soins nécessaires.

Il faut attendre 2005 pour que la loi Léonetti définisse la notion d'acharnement thérapeutique et donne à chacun le droit de laisser des directives anticipées, autorisant le médecin à interrompre un traitement si aucune amélioration ne peut être attendue. Dès lors le soin palliatif est considéré comme une aide à mourir dans une certaine dignité.

Le cas Vincent Humbert, jeune tétraplégique, aveugle et muet, mort à sa demande avec l'aide de sa mère en 2003 avait largement contribué, par un débat national très ouvert, à l'élaboration et au vote de cette loi, à l'unanimité, ce qui est rare. Il faut se rappeler que le sénateur Caillavet avait proposé en 1978 un projet de loi définissant un droit à mourir, largement rejeté alors. L'évolution des opinions sur un sujet aussi intime a demandé près de trente ans.

François Hollande dans l'engagement 21 de son programme propose de préciser ce que pourrait être l'aide à mourir dans une loi. Ce sera par la loi Claeys-Leonetti en 2016 qui définit la notion de sédation profonde et continue, qui consiste à atténuer la souffrance. Un amendement de Jean Louis Touraine visant à légaliser l'aide active à mourir est rejeté à 20 voix près. Les directives anticipées s'imposent cependant définitivement aux médecins, et un registre est ouvert, en particulier géré par l'ADMD. Une personne de confiance est instituée garante de cette directive.

Des résistances

L'ADMD n'a cessé de mobiliser opinions, parlementaires et partis politiques pour faire évoluer le droit. 17 propositions de lois ont existé, certains textes ont même été proposés dans des niches parlementaires, comme par Olivier Falorni en 2021. Des obstructions parlementaires ont permis de rejeter les propositions même si une majorité semblait possible a priori. Le droit à mourir, voire à une euthanasie souhaitée, est combattu vivement par une partie des mouvements politiques ou des groupes religieux, qui entretiennent la confusion avec une sorte de droit à tuer. Le corps

médical, dans certaines de ses composantes, a pu aussi s'y opposer, mettant en avant son devoir de soigner et de guérir, non de faire mourir. Ainsi certaines personnes suicidées mais sauvées sont soignées malgré leur souhait d'en finir. Et des personnes les ayant aidées sont poursuivies. Ce fut le cas de madame Humbert, en 2003.

Celui qui n'existe pas dans ces débats c'est le patient : sa demande n'est pas écoutée, car l'autonomie du patient n'est pas reconnue.

Certes, on doit se poser la question, philosophique, du droit et de la liberté de disposer de sa vie. La société doit permettre à tous et chacun la possibilité de la vivre au mieux, et peut apporter une réponse commune à cette interrogation existentielle.

C'est ce que la convention citoyenne, réunie par le CESE a convenu à l'issue de ses travaux, en 2023¹. Elle s'est prononcée pour le développement des soins palliatifs et pour le recours, dans des conditions précisées, à l'euthanasie ou au suicide assistés.

Elle considère que le cadre légal actuel est insuffisant et demande que la volonté du patient soit entendue, en tenant compte de sa capacité de discernement. C'est en quelque sorte la liberté de la personne qui est en jeu. L'égalité est considérée par le fait que suicide et euthanasie sont placés sur le même plan, n'exigeant pas ainsi du médecin sa clause de conscience professionnelle.

Une loi à venir

Le président de la République, qui depuis 2017 s'est dit désireux de faire évoluer la loi vers une aide active à mourir, a prévu le dépôt d'une loi sur le sujet. Le texte d'Olivier Falorni devait servir de référence. Les circonstances politiques ont différé à plusieurs reprises l'examen de ce projet, avec pour finir la dissolution de l'Assemblée Nationale en juin 2024.

Le débat devrait reprendre au Parlement. Il est certain que les oppositions politiques ou religieuses vont ressurgir² à cette occasion. L'issue n'est pas assurée, tant les convictions sont tenaces, les médecins n'étant pas les moins réticents à cet égard, vue leur implication requise dans de nombreuses situations.

Par ailleurs, les soins palliatifs restent loin d'être « universels », les moyens étant insuffisants.

La France en retard, pour des raisons éthiques ?

Plusieurs pays ont autorisé l'aide active à mourir ou le suicide assisté. La Belgique, les Pays Bas en premiers où l'euthanasie est autorisée. D'autres ont autorisé le suicide assisté, conception moins médicalisée de la question. Suisse, Luxembourg, Espagne, Portugal etc. La France reste sur le non-dit de la « sédation continue », interdisant le suicide assisté, comme l'aide active à mourir.

La question du suicide assisté n'est pas simple pour autant. Le cas de l'Oregon a été cité, où la personne reçoit une pilule pour mourir, mais n'étant pas assistée risque de mourir dans l'isolement le plus complet.

Liberté, égalité, fraternité

L'ADMD milite pour le respect de la devise républicaine. Liberté de choisir de mourir dans la dignité humaine. Egalité des moyens pour chacun, notamment selon les conditions sociales. C'est vrai aussi pour les soins palliatifs. Et fraternité : mourir sans être seul à ce moment comme dans le cas de l'Oregon. Or l'accompagnement est utile voire nécessaire. Jonathan Denis cite son propre cas : Il a pu accompagner son père à mourir dans des conditions dignes, malgré sa maladie incurable et douloureuse, mais a dû le faire dans la clandestinité, car c'était à l'hôpital, et avec un médicament importé de Suisse.

Il ajoute que ce devrait être une loi de laïcité : qui respecte toutes les consciences, protège aussi bien les soignés que les soignants et leurs consciences particulières. Le choix de vivre ou de ne pas vivre serait accordé à chaque personne, sous la condition d'un souhait éclairé et exprimé.

Quand on ne peut plus guérir, ni soigner la souffrance, permettre de bien mourir et dignement devrait être un droit individuel soutenu par la société.

Synthèse par Bernard Wolfer

¹ synthèse et rapport de la Convention Citoyenne : https://www.lecese.fr/sites/default/files/documents/CCFV/Conventioncitoyenne_findevie_Synth%C3%A8se.pdf

² 23% des français seraient opposés à cette avancée du droit.

Les pesticides, un déni français, ou le confort de l'ignorance

Avec François Dedieu

Le 7 mars 2024

François Dedieu est sociologue, chercheur à l'INRAE, IFRIS. Il enseigne à Sciences Po Paris et participe au laboratoire Crisis-Lab.

Longtemps, l'usage des pesticides pour lutter contre les ravageurs des cultures a été considéré comme un acte de production bénéfique. On a même pu parler de protection des cultures et avancer, avec de bons arguments, que les pesticides contribuaient à la qualité autant qu'au rendement des produits végétaux pour l'alimentation.

Depuis au moins trente ans, ces pesticides sont mis en cause pour leur utilisation « préventive » systématique et leurs effets sur l'environnement, la biodiversité, et même sur la qualité des aliments (résidus). Pour autant, malgré des tentatives d'en réduire l'usage (plan éco-phyto issu du Grenelle de l'environnement 2007 et ses suites), l'interdiction de certains d'entre eux, ils restent largement utilisés, en France comme en Europe et sont l'objet de défenses obstinées par les utilisateurs comme par les industriels fabricants.

Les pouvoirs publics, pris entre exigences sanitaires et exigences productives, tergiversent. La diminution rapide des insectes, dont certains bien utiles (abeilles) et des oiseaux, comme d'autres animaux, sont-ils l'effet de l'usage des pesticides ? Les débats font toujours rage.

Ils avaient commencé aux USA avec le livre de Rachel Carlson, *le printemps silencieux* qui a contribué à l'interdiction du DDT, notamment.

François Dedieu, sociologue de l'action publique, dans son livre : ***Pesticides, le confort de l'ignorance***, 2022, aux éditions du Seuil, analyse comment et pourquoi la mise en doute des dangers des pesticides est l'arme habituelle des défenseurs (producteurs comme utilisateurs) des pesticides pour combattre toute mise en cause.

La construction des polémiques par le doute

Les polémiques ont commencé avec le développement des néonicotinoïdes dans les années 1990. Accusé d'être la cause du déclin des abeilles, ce pesticide systémique est vigoureusement défendu par les utilisateurs qui y trouvent l'intérêt du gain de temps et de production en réduisant leurs pertes. Les industriels avancent l'innocuité de ces produits aux doses prescrites. Ils mettent en doute les fondements des accusations, proposant d'autres causes possibles à ce déclin.

La critique des pesticides, herbicides (Glyphosate) et fongicides se développe pourtant, mettant en cause les effets de ces produits sur la biodiversité (diminution des insectes, des oiseaux, des animaux sauvages, des plantes), sur la pollution des eaux, voire même sur les maladies de certains agriculteurs. Comment des produits toxiques, dangereux, qui tuent (-cide) peuvent-ils être déclarés inoffensifs ?

Ainsi l'EFSA, agence européenne de sécurité des aliments, déclare en 2009 que le glyphosate, herbicide très utilisé, est non cancérigène. Mais le CIRC, centre international sur le cancer, estime qu'il est cancérigène probable. Pourquoi ce doute ?

Il est construit sur la possibilité de résultats scientifiques apparaissant différents selon l'angle choisi pour les analyser et les interpréter. L'objectif est de produire socialement l'ignorance des causes et de l'entretenir systématiquement.

L'exemple de l'industrie du tabac

Dès 1953, il était établi que fumer provoque des cancers et que le tabac et son industrie sont donc des dangers majeurs pour la santé humaine. Ce constat ne sera pas contesté, mais il sera minimisé par des études financées par les industriels du tabac qui le plus souvent mettront en valeur d'autres facteurs et causes possibles. Qu'en tout état de cause la recherche doit se poursuivre. Le doute est donc non seulement permis mais encouragé. Qu'en dix ans 8 millions de morts soient attribuables au tabac est relativisé par d'autres causes. Il a fallu plusieurs dizaines d'années pour que la lutte contre la fumée du tabac conduise à sa condamnation. Le livre de Robert N. Proctor, *Golden Holocaust*, décrit dans le détail la stratégie des industriels, comment ils produisent

des monceaux de textes et d'archives contradictoires pour asphyxier tout débat et retarder les enquêtes : 80 millions de pages. De nombreux scientifiques, historiens ont défendu l'industrie du tabac, par des études biaisées. Plus de cent ans d'addictions et d'intérêts économiques étaient mis en procès. La culture du doute en a été d'autant plus efficace.

L'agrochimie adopte les méthodes de l'industrie du tabac

Ce secteur pèse 57 milliards de chiffre d'affaires et est dominé par un petit nombre d'entreprises. Monsanto (fusionné avec Bayer) est l'une d'entre elle. Les Monsanto papers ont montré comment cette entreprise a opéré pour mettre en doute l'expertise du CIRC sur son Glyphosate. Des scientifiques « indépendants » publient dans des revues scientifiques des articles montant l'innocuité de son produit. Les papiers montrent que Monsanto oriente les conclusions, avec des données d'experts « indépendants » évoluant entre agences et entreprises. Ils contribuent à la détermination des doses et des risques, proposent des procédures d'usages censées écarter les risques ce qui permet d'écarter les « alertes inconfortables ». Ainsi, pour les risques encourus par les agriculteurs, on supposera qu'ils suivent exactement les recommandations, et ne sont donc pas à risques. Les contrôles effectués écartent, a priori, les situations particulières, donc les alertes, qui remettraient en cause la réglementation.

Des protections contaminantes

Les procédures d'homologations des produits se font en partie hors sol. Ainsi on décide d'un côté l'innocuité d'un pesticide dans des conditions données, avec des valeurs de seuil. Par ailleurs les agriculteurs sont incités à se protéger avec des EPI (vêtements protecteurs), homologués indépendamment. Munis de ces deux protections, l'agriculteur est sauf ! En réalité une étude de l'université de Bordeaux a montré en 2007 que ceux qui se protègent le plus avec un EPI sont les plus contaminés... Les EPI favorisent une introduction dermique des produits. Ils n'avaient jamais été testés pour cela. Analyser les risques en séparant les tâches et leurs contextes diminue par construction les risques...

Cet exemple montre combien les procédures d'homologation en contexte très normalisé et peu réaliste par rapport aux conditions réelles

d'exploitation forment un écran de fumée sur la réalité des risques. Ceci est vrai aussi pour les conditions d'épandage, l'addition jamais étudiée des doses de multiples produits, etc. La plupart des connaissances, des savoirs portent sur un produit, dans un contexte d'exploitation défini par le fabricant, issu de ses propres expérimentations. L'action combinée de plusieurs produits est très rarement étudiée.

La recherche publique est peu investie dans ces domaines. Et les agences officielles sont dépendantes des analyses de risque des entreprises industrielles qui disposent de beaucoup plus de moyens. Or celles-ci ne donnent pas accès à leurs données. On sait qu'elles ont parfois caché des études peu favorables à l'usage de leurs produits à certaines limites. Et jamais d'études en compétition avec d'autres produits (effets combinés).

Le produit est inoffensif et le fabricant honnête

Cette assertion est exagérée mais elle reflète une tendance de l'évaluation des risques sur les pesticides, herbicides et fongicides. Bien entendu, ils sont dangereux, sinon on ne les utiliserait pas. Mais bien appliqués, sur la cible choisie et selon les recommandations du fabricant, ils ne causent de dommage qu'à la cible. Or c'est essentiel pour assurer le rendement et la santé des plantes (ne parle-t-on pas de phytopharmacie ?) On doit donc considérer que les procédures sont respectées. Si des agriculteurs ne respectent pas ces bonnes pratiques, ils sont responsables, et même coupables.

Or ces bonnes pratiques sont le plus souvent difficiles à appliquer. On rentre vite dans des zones grises. Pour l'agriculteur, comme pour la « nature » qu'il exploite ou les voisins qu'il asperge à cause du vent... Les pesticides utilisés en arboriculture ou en viticulture sont des exemples habituels de controverses entre agriculteurs et leurs voisinages. L'usage de ces produits conduit à la dissimulation, au secret. Il arrive aujourd'hui que l'on se cache pour épandre des produits « phytosanitaires ».

De manière générale, après une longue phase d'ignorance involontaire, on est passé à une ignorance induite, sinon volontaire.

Les agriculteurs défendent les intérêts de leurs productions, l'agro-industrie défend sa bonne foi de recherche d'un produit le plus

« utile » possible en minimisant ses effets négatifs.

Ne pas voir, ne pas savoir

Il est établi que ces produits chimiques « -cides » contribuent à l'effondrement de la biodiversité, à la pollution des eaux et des sols, à leur appauvrissement : bref il vaudrait mieux ne pas s'en servir.

Mais il est répondu que de nombreux « nuisibles » réduisent la production agricole et que sans ces produits chimiques, on ne peut pas les combattre.

C'est souvent vrai à court terme, au moins en partie. Mais c'est un modèle agricole et un modèle de consommation qui lui est lié, qui sont aussi en cause. Agrandissement des exploitations, monocultures, simplification du travail, mécanisation, chimisation... Les pesticides en sont devenus des composantes obligées. Pourtant ne peut-on s'interroger sur la poursuite de ce modèle ? Le plan Ecophyto qui prévoyait une réduction progressive des pesticides a manifestement échoué. Cet échec risque de perdurer.

Interdire les pesticides exigerait un changement complet de modèle³. A quelle condition est-ce possible ? Il faudrait agir sur les producteurs et les consommateurs, par exemple accepter des produits tachés, non parfaits. Développer les résistances génétiques, en partie réussie en viticulture

La France est en Europe le premier producteur et utilisateur de pesticides : les agriculteurs sont fermement opposés à leur interdiction, pour les syndicats majoritaires (FNSEA, Coordination Rurale). Le déni est tel que les maladies professionnelles liées aux pesticides ne sont guère répertoriées par les MSA (Mutualité Sociale Agricole). Paul François, agriculteur victime d'un pesticide aujourd'hui interdit, a dû aller au bout de longs procès contre Monsanto pour faire reconnaître sa maladie⁴.

Ne pas voir, ne pas savoir. On peut créer des dissonances cognitives en multipliant les exceptions qui légitiment les usages. Et puis l'ignorance peut être un moyen de gouverner,

y compris soi-même. Savoir trop ou trop bien ne serait-il pas inconfortable ?

Synthèse par Bernard Wolfer

Qu'est devenu le camp de la paix en Israël ? Existe-t-il en Palestine ?

avec Thomas Vescovi

Le 24 mai 2024

Thomas Vescovi est enseignant d'histoire-géographie et chercheur indépendant, Il est l'auteur de :

- **La mémoire de la Nakba en Israël** (L'Har-mattan, 2015) ;
- **L'échec d'une utopie, une histoire des gauches en Israël** (La Découverte, 2021).

Il contribue à différents médias, dont Le Monde diplomatique, *Orient XXI* et *Middle East Eye*. Il s'intéresse particulièrement aux dynamiques socio-politiques au sein de la société israélienne, et dans ses relations au peuple palestinien. Il est membre du comité de rédaction du blog YAANI

<https://www.yaani.fr/>

Un mot préalable du contexte politique actuel et des actions de défense du peuple palestinien en France : Quarante et une personnes à ce jour ont été convoquées par la justice pour apologie du terrorisme, des meetings ont été annulés. La défense de l'état de droit impose une grande vigilance sur ces actions juridiques.

Il y a toujours eu en Israël deux grandes tendances au sein des gauches :

L'une est la gauche sioniste dont Elie Barnavi a été longtemps le représentant qui considère que l'Etat d'Israël a le droit d'exister, avec des droits pour les populations juives et non juives, mais qu'il n'y a pas égalité des droits.

³ Un moyen serait d'abandonner les monocultures et mono-élevages à grande échelle, les concentrations, de favoriser la diversité des cultures qui sont un rempart possible contre les maladies transmissibles;

⁴ Un fonds d'indemnisation des victimes de pesticides a été créé en 2020, dans la loi de finance de la sécurité sociale .

L'autre, antisioniste, pense qu'il y a une contradiction majeure pour la gauche à défendre un état juif avec des privilèges pour les juifs quand l'ensemble de la population n'est pas juive. Il s'agit d'un modèle politique basé sur un rassemblement non de classes sociales mais de classes ethniques.

Thomas Vescovi pense que cette dernière gauche est la seule qui a véritablement été pacifiste dans l'histoire d'Israël.

La gauche sioniste à l'origine du grand camp de la paix, émergente à partir des années 70, qui a abouti au sommet d'Oslo, porte en elle deux contradictions majeures.

- D'une part, elle a une prétention pacifiste mais n'est pas antimilitariste. Dans les moments de tension de l'histoire d'Israël elle s'est toujours ralliée au camp militariste comme c'est le cas actuellement.
- D'autre part, cette gauche est aux prises avec une situation d'ordre colonial. Elle ne parle à aucun moment de décolonisation, mais seulement de négocier et trouver un terrain d'entente.

En 2023, Israël a connu quatre semaines de mobilisation contre le gouvernement fascisant de Benyamin Netanyahu et ses ministres suprémacistes. La question palestinienne était cependant quasiment absente des revendications. L'urgence était le départ de Netanyahu.

Le 7 octobre 2023 a démontré que l'urgence était au contraire la question palestinienne. L'opposition au gouvernement actuel avait intériorisé la politique du Likoud de gestion de la question palestinienne par un ensemble de dispositions sécuritaires. On ne parlait plus du problème colonial.

A partir de la seconde Intifada, Ariel Sharon puis Netanyahu de retour au pouvoir en 2009 suivent cette politique d'invisibilisation. La question palestinienne devient un conflit à basse intensité dont on ne parle plus parce qu'il ne cause plus de victimes israélienne (hormis en 2014). Le blocus de Gaza et le mur en Cisjordanie font disparaître la question palestinienne.

2023 est aussi le moment de la droitisation profonde d'Israël (en 1949, 71 députés de gauche, dont 4 travaillistes, en 2023, 9 députés de gauche, dont 4 travaillistes).

Côté palestinien a-t-on laissé possible un camp de la paix ? A partir de 2005 des manifestations pacifistes ont eu lieu dans les villages auxquelles participaient des israéliens, mais qui n'ont mené à rien sinon à une vague de répression contre les palestiniens.

La jeunesse palestinienne confrontée à des partis politiques fermés, corrompus, gérontocratiques comme le Fatah ou le Hamas s'est engagée dans différentes ONG. Israël les a placées sur la liste des organisations terroristes et a demandé à ce que les européens leur coupent les subventions. L'UE a refusé car le rapport présenté par Israël était vide.

La journaliste Shireen Abu Akleh, mondialement connue, a été tuée en 2022 dans un reportage sans qu'aucune enquête, aucun procès ne soient menés. On dénombre de 250 à 350 morts chaque année depuis 10 ans en territoire palestinien, enfants de familles précaires, ouvriers, paysans. D'où le retour de groupes armés. On a laissé penser aux Palestiniens que s'ils ne prenaient pas les armes, on ne parlerait plus d'eux.

Les pacifistes israéliens face au 7 octobre

Le 7 octobre, l'attaque menée par le Hamas avec l'aide d'autres groupes palestiniens cause la mort de 1149 personnes dont 703 civils. 257 otages. Cent trente-trois d'entre eux seraient toujours détenus à Gaza. Il s'agit d'une faillite sécuritaire complète d'Israël.

La première réaction, chez les pacifistes israéliens, est une sidération d'autant que l'attaque a touché des kibboutz habités par des personnes de cette gauche israélienne pacifiste. Elle attend une condamnation unanime du Hamas par la gauche occidentale et ne comprend pas les quelques jours de flottement où émergent certaines justifications de l'attaque au nom de la résistance.

Le 16 octobre, un texte de toute la gauche israélienne est rédigé pour exprimer son désarroi et demander une condamnation du Hamas par la gauche en Europe, non sur le caractère antisémite, mais pour affirmer que les juifs ont le droit de vivre au Proche-Orient dans le cadre d'une cohabitation.

Haggai Mattar journaliste porte-parole de la gauche antisioniste publie un texte majeur environ un mois après le 7 octobre. Il comprend qu'il ne peut plus faire l'impasse sur la reconnaissance du droit à la sécurité pour le peuple

israélien et sur sa légitimité à vivre dans leur pays en Israël.

Les pacifistes israéliens face à la guerre

Les groupes armés palestiniens, hier communistes aujourd'hui plutôt islamistes, ont toujours considéré que les opérations militaires était un moyen de diviser et de fragiliser le peuple israélien ou de les faire partir. Alors qu'au contraire en Israël, le terrorisme et les attentats ont toujours renforcé le camp de la droite vers plus de mesures sécuritaires et coloniales. Et il faut savoir qu'actuellement, environ 60% des israéliens sont nés en Israël et n'ont pas ni bi-nationalité, ni aucun autre pays où partir.

La seconde Intifada, qui a été un moment déterminant dans la victoire de la droite en Israël, a causé la mort de 600 israéliens entre 2001 et 2005. Le 7 octobre fait le double de victimes et entraîne la quasi-unanimité de la population israélienne vers la nécessité d'anéantir le Hamas avec un soutien massif à la guerre. Il s'ensuit une vague de répression et de restriction majeure du droit d'expression des palestiniens qui vivent en Israël (manifestations interdites dans les villes arabes, arrestations de 300 personnes en deux semaines). La députée Aida Suleiman a été suspendue deux mois. Les locaux du parti Hadash, grand parti de gauche radicale israélien, ont été perquisitionnés à Nazareth et tout son matériel confisqué.

On a observé trois attitudes radicalement différentes des pacifistes face à la guerre :

- Yair Golan, député historique de la gauche sioniste, est considéré comme un héros depuis que le 7 octobre il est parti en uniforme de réserviste aider des personnes prises au piège dans le sud. Il représente le renouveau de la gauche et pourrait prendre la tête du parti travailliste. Après le 7 octobre, il a déclaré qu'il ne fallait pas hésiter à affamer les palestiniens, seul moyen que les otages reviennent.

- *Standing Together*, organisation qui est au cœur du renouvellement de la pensée de la gauche israélienne, est incapable de parler de cessez-le-feu jusqu'à la trêve. Ce message leur semble inaudible pour les israéliens rejo-

gnant ainsi la position de Bernie Sanders au Etats Unis.

- La 3ème position de la gauche radicale est mieux connue dans les milieux de gauche française, notamment, celle d'Ofar Cassif député israélien communiste et d'Aida Suleiman. Dès le 8 octobre Cassif écrit : « *Tirer sur de innocents est un crime de guerre, que ce soit à Gaza, Sderot ou Tel Aviv* ». Mais pourquoi s'attendre à ce que les palestiniens restent passifs face aux pogroms et aux invasions. »

Efraim Davidi, membre du parti communiste israélien, a fait une chronique dans l'Humanité où il écrit que le problème majeur est l'occupation⁵.

Entre le 7 octobre et le 1er novembre l'essentiel des leaders palestiniens en Cisjordanie va être arrêté arbitrairement. Il ne s'agit pas de leaders politiques mais de responsables de comités populaires, de groupes pacifistes, leaders syndicaux, journalistes... car Israël ne veut pas qu'une révolte se mette en place. Toutefois à la surprise générale, le 1er rassemblement contre la guerre a lieu à Tel Aviv, mais avec quelques dizaines de personnes seulement.

Avec la trêve du 23 novembre 2023, la gauche est persuadée que la guerre est finie. Elle reprend pourtant le 1er décembre, l'état-major israélien se sent humilié de devoir se soumettre au Hamas pour discuter chaque jour des libérations d'otages.

Les pacifistes après la trêve

Les positions changent en Israël avec la mise en place de trois dynamiques :

La pression internationale va augmenter devant la situation humanitaire à Gaza qu'on ne peut plus ignorer.

Des Etats mettent en accusation Israël devant la Cour de Justice Internationale avec la menace de mandats d'arrêt contre Netanyahu et d'autres dirigeants israéliens, mais aussi du Hamas.

Les manifestations des familles des otages se renforcent avec la reprise de la guerre. On assiste à la reprise des manifestations qui, depuis 2023, réclamaient le départ de Netanya-

⁵ <https://www.humanite.fr/monde/attaque-du-hamas/efraim-davidil-il-ny-a-quune-seule-solution-mettre-fin-a-loccupation>

hou, mais pas avec la même ampleur qu'avant le 7 octobre.

Comment se positionnent les trois groupes de la gauche israélienne ?

Yair Golan, change de position et dans un long entretien à Haaretz il indique que la crise humanitaire doit cesser immédiatement à Gaza avec la réouverture des corridors humanitaires sécurisés. Des négociations sérieuses doivent reprendre avec le Hamas mais avec le maintien de l'armée israélienne pour sécuriser. Il ne montre aucune compassion pour les victimes des bombardements ou de la famine et ajoute qu'Israël a donné la possibilité à Gaza de vivre en paix, voire d'être un « Singapour » depuis le départ des israéliens en 2005.

La gauche sioniste n'admet pas le discours palestinien qui rappelle que depuis 2005, les israéliens ont favorisé l'accession au pouvoir du Hamas au détriment d'autres leaders pacifistes maintenus en prison en Israël ou contraints à l'exil. Ils ont instauré un blocus et mené trois opérations militaires avec des milliers de victimes entraînant une radicalisation de la jeunesse. Cette gauche veut au contraire déresponsabiliser Israël et considère que ce sont les palestiniens les premiers responsables de leur sort.

Pour *Standing Together* c'est un virage complet avec un appel au cessez-le-feu. Ils organisent à partir du 18 janvier des grandes manifestations, surtout à Tel Aviv, pour l'arrêt de la guerre avec une vingtaine d'ONG. Ils mettent en place un convoi humanitaire vers Gaza qui est arrêté avant d'entrer. Ils ont appelé toutes les ONG à faire une marche sur Gaza avec la participation de rabbins américains en appelant à l'arrêt de la guerre et de la famine.

La gauche radicale dénonce un génocide, organise des manifestations dans les villes arabes ou mixtes d'Israël. Le 21 janvier elle rassemble quarante organisations en une coalition pour la paix avec les palestiniens israéliens sur une base politique en cinq points : cessez le feu immédiat, libération des otages et de prisonniers politiques palestiniens, solution politique à deux états, remplacement du gouvernement actuel avec la fin de la persécution politique et raciste des palestiniens d'Israël et l'instauration d'une société égalitaire. Des manifestations ont lieu tous les samedis en plusieurs étapes, la gauche radicale avec quelques personnes de *Standing Together*, puis les opposants à Netanyahu et les familles d'otages.

Mais il ne s'agit pas vraiment d'un camp de la paix balbutiant car les objectifs sont différents, paix définitive pour certains, alors que pour d'autres le slogan principal est « Rafah peut attendre, les otages non ». Les opposants à Netanyahu dans le cabinet de guerre sont également favorables à une attaque du Liban et de l'Iran, qu'ils considèrent comme en partie responsables du 7 octobre.

Une évolution majeure a eu lieu dans l'opinion israélienne. De décembre 2023 à janvier 2024 une majorité souhaite la libération immédiate des otages. Mais après, l'idée que les demandes du Hamas sont trop élevées, incohérentes et inacceptables et qu'il vaut mieux finir l'action militaire avec l'attaque de Rafah se répand. Ensuite, la pression internationale et humanitaire a été si forte que l'opinion s'est renversée. En avril, les sondages montrent que 62% exigent la démission immédiate du gouvernement actuel et 51% veulent des élections en 2024.

Toutefois Yair Lapid centriste libéral, chef de file des opposants à Netanyahu exclut aussi de démanteler les colonies illégales en déclarant récemment « *ce ne sont pas des colonies, nous vivons sur notre terre biblique* ».

Synthèse par Laure PRESTAT

Israël et Palestine : pas de paix sans justice

avec Alain GRESH

Le 15 mai 2024

Alain Gresh est journaliste et écrivain. Il a été rédacteur en chef du Monde diplomatique. Il est aujourd'hui directeur du journal en ligne OrientXXI.info. Il a écrit de nombreux livres sur le conflit Israël-Palestine dont il est un expert reconnu.

Les livres : *Palestine, un peuple qui ne veut pas mourir*, Les Liens qui libèrent, 1 mai 2024
Israël Palestine, Vérités sur un conflit, édition actualisée après le 7 octobre 2023, Hachette, Collection Pluriel, 28 février 2024

Pour introduire son analyse des événements du 7 octobre 2023 et leurs conséquences, Alain Gresh résume l'histoire depuis la création du mouvement sioniste à la fin 19^{ème}

siècle jusqu'à la création d'Israël, le 14 mai 1948, avec l'expulsion massive des palestiniens arabes lors de la Nakba (la catastrophe, selon les palestiniens) de mai 1948 et les conflits successifs qui en ont découlé.

Rappels historiques : une situation née d'une injustice

Actuellement, sur ce territoire historique de la Palestine, vit une population de 15 millions d'habitants avec 50% de juifs israéliens et 50% de palestiniens, mais dans une situation inégale de puissance dominante face à une population dominée, d'occupants et d'occupés. C'est pourquoi il estime qu'il ne suffira pas d'éliminer les extrémismes dans les deux camps pour résoudre la situation. C'est ce qui a conduit à l'illusion des accords d'Oslo et à l'échec de ce processus, la discussion ayant été inégale, dans un rapport de forces défavorable aux palestiniens, les USA et les occidentaux les ayant laissés seuls face à Israël.

Pour Alain Gresh, la situation actuelle est née d'une injustice et d'un processus de colonisation après la 1^{ère} guerre mondiale. En revenant aux origines historiques d'Israël, Alain Gresh rappelle la responsabilité des britanniques, avec la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 qui promet un foyer juif en Palestine, non pas parce qu'ils étaient prosémites mais dans l'objectif politique de créer une communauté occidentale alliée des britanniques dans une région d'une importance stratégique. Le processus a été accéléré sous le mandat britannique en Palestine après la 1^{ère} guerre mondiale, qui a favorisé l'immigration juive.

Cette idée du retour des juifs en Palestine ne peut être, selon lui justifiée sans lecture religieuse. Il s'interroge sur la « question juive » et cite l'ouvrage de Maxime Rodinson publié en 1981, « problème juif ou peuple juif ? ». Se pose en effet la question de la définition d'un peuple juif. Le droit à un état est également discutable.

A cet égard, il rappelle que le sionisme politique est né sous une double influence des pogroms antisémites en Russie à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècles et de la montée du mouvement des nationalités en Europe dans lequel il s'est inscrit. Dans l'empire tsariste, il y avait un certain proto-nationalisme avec une culture propre, une langue commune, le Yiddish, et les persécutions favorisaient une identité. Malgré cela, la majorité des juifs ont été émigrés contre le sionisme et l'ont démontré en émigrant massivement vers les

USA et non la Palestine (sur les 2 millions partis à cette époque, 90% sont allés aux USA et très peu en Palestine).

Il y avait d'autres réponses possibles face à la situation des juifs en Europe de l'Est. Certains ont rejoint les mouvements révolutionnaires, qui devaient mettre fin aux discriminations raciales, où ils ont joué un rôle très important. D'autres, en particulier ceux appartenant aux élites bien intégrées (en Allemagne, le nombre de mariages mixtes a culminé dans les années 20), se sentant citoyens de leurs pays pensaient que la création d'un état juif leur créerait une double loyauté problématique.

Il faut citer aussi le Bund socialiste révolutionnaire qui a joué un rôle très important dans les années 20 et 30, revendiquant une identité juive mais sur le territoire où ils vivaient. Il sera liquidé par les nazis et Staline et va disparaître en laissant un faible héritage

La situation va changer quand les USA vont se fermer à l'immigration en 1925-26 jusque dans les années 60. Même après la guerre et la Shoah, ils n'accepteront pas plus de 5 000 juifs par an.

Dans la Palestine mandataire, va se constituer le Yishouv qui s'organise, grâce aux britanniques, comme une communauté autonome avec une structure politique et économique autonome du reste de la population, jusqu'en 1939. C'est ce qui crée la différence entre le mandat britannique sur la Palestine et tous les autres, qui ont conduit les peuples à l'indépendance. La promesse de la déclaration Balfour au peuple juif de créer un foyer juif en Palestine, là où vivaient d'autres populations, ne laissait aux autres peuples que des droits économiques mais pas politiques.

Une petite communauté juive existait auparavant. Mais cette situation nouvelle va susciter l'opposition très forte des arabes palestiniens parce que des colons venaient prendre leurs terres et non parce qu'ils étaient juifs, même s'il ne faut pas nier un antisémitisme lié à la religion puis à l'idéologie nazie.

La grande Bretagne a joué un rôle nocif en attisant les tensions jusqu'à ce qu'en 1939, le mouvement sioniste les considère comme des ennemis et mène des actions terroristes contre eux.

En 1947, les Nations Unies décide de partager la Palestine et les palestiniens refusent.

Cette guerre s'accompagne de l'expulsion massive des palestiniens de chez eux. Ce qu'on appellerait aujourd'hui un nettoyage ethnique. Cela s'est fait dans le silence. Le récit palestinien de la Nakba (la catastrophe) est resté inaudible pendant 20 ans.

Après le conflit israélo-arabe de 1967 et l'occupation des territoires palestiniens, les luttes palestiniennes via le terrorisme vont devenir une force.

La France va jouer un rôle majeur dans la reconnaissance des palestiniens. Le Général de Gaulle condamne en 1967 l'agression d'Israël et estime que la situation d'occupation engendra la violence. La France aura une position originale avec la reconnaissance de l'OLP et entraînera l'Europe à reconnaître le droit à l'autodétermination des palestiniens.

La communauté internationale va finir par accepter de négocier avec l'OLP ce qui débouchera sur les accords d'Oslo.

Du point de vue du droit international les territoires de Cisjordanie et de Gaza sont considérés occupés, et les palestiniens devraient avoir droit à un Etat, même si c'est difficile avec 800 000 colons.

Comprendre le 7 octobre

Pour comprendre le 7 octobre, il faut donc revenir à ce qui s'est passé avant. Le fait d'être occupés donne droit à la résistance. Le blocus de Gaza et la répression en Cisjordanie avaient atteint des niveaux sans précédent.

Alain Gresh estime que, le 7 octobre, le Hamas avait des objectifs politiques et militaires mais qu'ils ont commis des crimes de guerre.

L'objectif était de riposter aux attaques israéliennes et au blocus, montrer qu'Israël n'est pas invincible, arrêter la dynamique des accords d'Abraham avec l'Arabie saoudite et remettre la question palestinienne au centre du jeu. De ce point de vue, ils ont réussi. On re parle de la solution à deux états.

Mais il y a eu des crimes incontestables, indiscutables, inexcusables mais que l'on peut expliquer. L'opération a commencé par une 1ère vague d'attaque qui casse les défenses israéliennes suivie ensuite de milliers de civils qui envahissent le territoire et se livre à une vraie rage de vengeance contre les israéliens, de la barbarie, des prises d'otages.

Alain Gresh ne sait pas ce qu'est une organisation terroriste, car s'il s'agit d'actions terroristes, alors Israël serait un état terroriste car il a tué sciemment des civils. Il rappelle que tous les mouvements de libération nationale ont utilisé le terrorisme. De plus la colonisation rend tout le monde barbare.

La criminalisation du soutien aux palestiniens a été aussi sans précédent, avec des lois liberticides, qu'il estime inquiétantes (par exemple la police à la Sorbonne). Ce qui se joue à Gaza, c'est l'avenir des relations internationales. Avec l'idée de guerre mondiale contre le terrorisme islamique on se bat contre la barbarie depuis le 11 septembre. Ce qui crée une rupture avec le Sud global. Pour la France, cela a des conséquences sur ses relations avec le Maghreb. On crée également un fossé à l'intérieur du pays entre les « blancs » et les « musulmans ».

Sur les perspectives politiques, actuellement l'idée d'un seul état revient car il est pratiquement impossible de diviser le territoire avec les colonies.

Il y a auparavant deux nécessités : arrêter la guerre et arrêter l'injustice, l'apartheid.

A court terme, la France doit prendre ses responsabilités à partir de sanctions, notamment. La reconnaissance d'un état palestinien par certains pays européens, Belgique, Espagne, Irlande Malte, Norvège, Slovénie... pourrait avoir également un poids symbolique important.

Synthèse de Hedda Weissmann

L'intelligence artificielle et l'intelligence humaine ne sont pas en concurrence.

Avec Daniel Andler

Le 12 juin 2024

Daniel Andler est professeur émérite de Sorbonne Université et membre de l'Académie des sciences morales et politiques. Mathématicien et philosophe des sciences et de la connaissance, il s'intéresse en particulier aux rapports entre sciences cognitives et sciences sociales.

Livre : *Intelligence artificielle, intelligence humaine : la double énigme*, Collection NRF Essais, Gallimard, 2023

Daniel Andler, auteur d'un récent ouvrage sur le sujet, nous invite à une approche à la fois nuancée et rigoureuse de ce qui est devenu en peu d'années le « phénomène à la mode » dont tout le monde parle sans toujours savoir de quoi il s'agit vraiment : l'intelligence artificielle, IA pour les intimes ou AI pour le monde anglo-saxon.

Un bref aperçu historique

L'IA est née en 1956, contrairement à ce qu'on aurait pu penser devant la sortie médiatisée récente de Chat GPT et d'autres outils du même genre. Deux noms peuvent être cités comme pères fondateurs : Herbert Simon et Marvin Minsk, l'expression étant due à ce dernier. Les prodromes annonciateurs en furent la cybernétique dans les années 1940, théorisée par Norbert Wiener et les travaux d'Alan Turing fondant scientifiquement l'informatique à la même période.

Dès 1970, Minsky annonce que les hommes mettront au point une machine dotée de l'intelligence humaine moyenne dans les 3 à 8 années à suivre. Il affirme en 1975, avec Simon, qu'il existe des machines qui pensent. Ils prévoient que les machines intelligentes seront capables de s'éduquer elles-mêmes, au point que leurs pouvoirs seront incalculables.

Or à partir de 1970, on entre dans « l'hiver de l'IA » : la prédiction des précurseurs ne s'est pas réalisée, en tout cas pas immédiatement. Pourquoi ?

Synthèse ou remplacement ?

Sans entrer dans les subtilités et les débats sur ce qu'elle est, on peut considérer que l'intelligence est un traitement de l'information. La pensée est la façon dont le cerveau traite les informations internes et externes. Un ordinateur ne fait-il pas au fond la même chose ? Bien sûr par d'autres moyens et avec d'autres supports matériels, en empruntant d'autres mécanismes.

La chimie fournit une analogie permettant de comprendre ce que les concepteurs de l'IA ont cherché à faire. L'urée est un produit de

notre métabolisme animal. Les premiers biochimistes ont réussi à fabriquer de l'urée artificiellement, c'est-à-dire par un processus qui diffère de celui qui opère dans l'organisme, mais dont le produit est chimiquement identique à l'urée naturelle : une urée de synthèse donc. La pharmacologie dispose à l'heure actuelle, et depuis pas mal d'années, de substances qui sont de formule chimique différente de celle de substances naturelles mais qui en ont – au moins partiellement – les mêmes propriétés et qui peuvent ainsi se substituer aux molécules naturelles, par exemple en cas de déficit de celles-ci. On a connu dans le même ordre d'idées des produits qualifiés d'ersatz : ils sont différents des produits habituels mais peuvent utilement les remplacer en jouant sinon exactement le même rôle, du moins en imitant certaines propriétés (cas bien connu de la saccharine, ersatz du sucre).

La question pour l'IA se pose dans les mêmes termes : veut-on un système qui fournit des solutions à des problèmes plus ou moins difficiles mais que nous serions en mesure de résoudre, avec assez de temps et de patience ? Ou voulons-nous une véritable intelligence qui pense, en capacité de résoudre des problèmes complexes mais non aisément décidables, comme par exemple la pauvreté dans le monde. Dans le premier cas on aura une IA de remplacement, un ersatz d'intelligence qui peut effectuer certains raisonnements. Dans le rêve des précurseurs, c'est le second cas, on aurait aimé une IA qui puisse résoudre des problèmes mal définis, mal structurés. Comme cet autre exemple du problème qui est posé au patron de Boeing : quand sortir son nouvel avion ? Ou comme lorsqu'on a voulu inventer des appareils volants en les concevant plus légers que l'air pour tirer parti de la dynamique des fluides, et qu'on a fini par en fabriquer de bien plus lourds, mais sur une logique différente de substitution.

Or comment faire une IA de synthèse, dite aussi symbolique, imitant parfaitement, ou presque, les mouvements de notre pensée ? Devant l'incapacité à y arriver, cette ambition d'origine a été mise sous le boisseau et l'on s'est tourné vers la logique de la substitution, de l'ersatz, en outre plus immédiatement commercialisable.

L'intelligence artificielle connexionniste

Une simple calculatrice permet d'effectuer des opérations arithmétiques. Pour cela, elle suit un algorithme, succession d'étapes qui mènent à la solution. Notre pensée est également en partie algorithmique⁶.

Certains problèmes sont plus difficiles, comme la reconnaissance des formes, mais on parvient à la solution par cette même voie de raisonnement, plus ou moins élaboré.

C'est ainsi qu'on a fabriqué des neurones artificiels connectés en réseaux et capables de produire de la pensée. L'IA connexionniste était née sous la forme du « deep learning », dont Chat GPT est une illustration. On a renoncé à faire une IA de synthèse au profit d'une IA de remplacement, qui donne des réponses sans suivre le chemin de l'intelligence humaine. Or le produit de substitution remplace dans les bons cas, mais parfois non : peuvent survenir des accidents, des pannes, voire des catastrophes. D. Andler énonce un principe empirique, qu'il reconnaît ne pas être en mesure de prouver : aucun remplacement n'est parfait. La machine peut même donner des hallucinations, c'est-à-dire des inventions sans rapport avec les données sur lesquelles elle a travaillé. Cette fragilité est inévitable en dépit de tous les perfectionnements possibles.

Qu'est-ce qui distingue alors les deux intelligences : artificielle et humaine ? La machine est capable de résoudre des problèmes à condition que ceux-ci soient bien posés et admettent une solution unique. La pensée humaine est capable de poser des problèmes. C'est une différence qualitative essentielle.

Problème versus situation

Le mot problème est issu du grec *probalein* qui veut dire jeter devant soi, lancer, et par extension proposer une tâche ou poser une question. Lorsque les termes en sont clairement posés, il n'y a pas de doute sur la solution, quand on la trouve. L'IA résout ce type de problèmes, pas tous quand même, mais de plus en plus.

L'humain (on pourrait généraliser au vivant) est face à des situations, auxquelles il essaye de

réagir de façon appropriée. Une situation est « quelque chose » de familier, qu'on vit. Il y en a de grandes, impliquant des décisions à fortes conséquences (ex. est-ce que je vais me marier ?) et des petites plus anodines. Il y en a d'aigües, d'urgentes, et d'autres pas. La situation est centrée sur une personne, attachée à une personne. Elle est singulière. Elle est située dans l'espace et le temps. Nous y avons un enjeu : réussir à faire ce qu'il faut. Faire la chose la plus appropriée, « do the right thing ».

Certaines situations sont assez simples parce que des conditions objectives apparaissent de façon évidente. Il y a un incendie, quelqu'un est pris dans les flammes, on essaye de le tirer de là. D'autres sont plus complexes, avec plusieurs options, non fondées sur des critères objectifs. La situation, contrairement au problème, est irréductible à des choses objectives, à des normes. La situation est bourrée de paramètres. Tous ces paramètres ne sont pas forcément pertinents, mais peuvent le devenir si on examine la situation avec un regard plus large.

Comment parvenir à cette réponse, la plus appropriée, comment décider ? Eh bien la situation doit être discutée, avec soi-même, c'est un dilemme, ou avec autrui, le cas échéant elle doit être négociée.

Une IA actuelle résout des problèmes mais ne vit pas des situations. Or pourquoi l'IA ne le ferait-elle pas ? Il faudrait pour cela lui donner tous les paramètres de la situation, dont le nombre indéfini d'aspects forment des configurations singulières pour chacun. Quand on décrit une situation, inévitablement on la réduit à un problème car on en a dégagé ce qu'on pense pertinent. Au fond le problème est une situation réduite à quelques-uns de ses paramètres identifiés et sélectionnés.

Pour vivre une situation il faut faire partie du monde. Or une IA n'a qu'une représentation du monde, elle a des informations sur le monde, mais ne vit pas dans le monde. Pourquoi l'humain, le vivant a-t-il un contact matériel avec le monde ? C'est parce qu'il a un corps. Le corps du robot ne pourrait-il pas jouer le rôle du corps humain ? Non, car le corps du robot n'est pas le corps de son IA,

⁶ On relira avec intérêt sur la question algorithmique l'article consacré à la conférence de Grégoire Borst dans la Lettre du Cercle 46.

c'est juste un objet qui lui est attaché. Nous en tant que vivants, notre enjeu capital est de sauver notre peau, ce que n'a pas l'IA. Certes on a fabriqué des robots qui, lorsque leur batterie est presque déchargée peuvent se rapprocher d'une prise électrique, mais cela reste anecdotique.

L'éthique et l'IA

L'auteur distingue :

- Une éthique interne qui concerne l'ensemble des fabricants d'IA (ingénieurs, scientifiques, industriels, vendeurs...)
- Une éthique externe qui concerne les utilisateurs.

Les producteurs d'IA ont élaboré des chartes, il y en a plus de deux cents, qui sont des vœux pieux ou des évidences, reposant sur 3 principes :

- Produire de bons outils, de qualité
- Expliquer le fonctionnement, indiquer les risques, les limites (ce qui est peu appliqué en IA)
- Ne pas fabriquer des outils qui puissent ressembler ou laisser penser que ce sont des humains.

Le philosophe américain Daniel Dennett explique que les faux monnayeurs sont punis car ils détruisent la confiance dans la bonne monnaie, et de même mettre des fausses personnes sur le marché mine la confiance que l'on peut avoir dans les humains vrais.

Les utilisateurs ont besoin de leur côté :

- De comprendre les systèmes
- Que ces systèmes fonctionnent dans un domaine de validité donné explicitement (d'où la grande prudence dont il faut faire preuve)
- D'être assurés que la balance des services rendus est positive
- Que leur autonomie et leur compétence soient respectées.

Dans l'enseignement la question se pose : faut-il autoriser les élèves à utiliser Chat GPT ? Il est vrai que cela facilite leur tâche, mais faut-il le faire tout le temps ? Quand on fait faire par une IA une tâche qu'on faisait

avant sans elle, on perd la capacité de le faire directement (ex. les muscles qui fondent quand on ne marche plus – les calculs qu'on ne sait plus faire sans calculette et amènent à ne même plus savoir ce qu'est un nombre).

Quelle solution ? D. Andler propose le bilinguisme éducatif, c'est-à-dire qu'il faut entretenir les savoir-faire conjointement avec technologie et sans technologie. Un premier avantage est de ne pas être pris au dépourvu en cas de panne, de guerre, de tout empêchement d'accéder à la technologie. Mais l'avantage majeur est qu'on maintient l'effort d'apprendre à penser en développant le sens critique. Par exemple, l'élève qui utilise exclusivement Chat GPT pour produire les écrits demandés par l'école perd le bénéfice de l'élaboration d'un premier jet d'écriture, qu'on sait toujours le plus difficile ; or c'est un moment capital où on apprend à penser, à passer d'une pensée confuse à une pensée articulée. Perdre cette capacité est dangereux, car on ne saura plus ce qu'est une bonne production, l'esprit critique disparaîtrait.

En conclusion du débat, D. Andler rappelle que nous partageons avec les animaux émotions, sensibilité, rêve, altérité, effort et sens critique. Il souligne que si Platon suivant Socrate dénonçait l'écriture, contraire à l'effort de mémorisation, l'écriture s'est révélée avoir plus d'avantages que d'inconvénients. Ainsi en classe on pourrait demander aux élèves de faire l'analyse critique de la dissertation produite par l'IA. Il affirme son opposition à la tendance à la facilitation universelle des choses, et il est convaincu que beaucoup de gens cherchent à retrouver le sens de l'effort. Un équilibre sera trouvé par le phénomène d'homéostasie. En revanche il y a un vrai sujet sur la dépense énergétique démesurée ; le modèle économique de l'IA n'est pas trouvé, les entreprises perdent de l'argent, ce qui peut laisser espérer que cela va se calmer, se réguler.

Synthèse Yves Zarka

Une société peut-elle se moderniser sans s'occidentaliser ?

Maurice Godelier

22 avril 2024

Maurice Godelier est anthropologue. Il a été directeur scientifique de département des sciences de l'homme au CNRS. Directeur d'études à l'EHESS, il y a dirigé le centre de recherche sur l'Océanie. Prix de l'Académie Française, il a reçu la médaille d'or du CNRS en 2001 pour l'ensemble de son oeuvre. Parmi ses œuvres, nombreuses, touchant des domaines différents : *La production des Grands Hommes* (1982 et 1996), *Irrationalité et Irrationalité en économie* (1968), *L'énigme du don* (1996), *Quand l'Occident s'empare du monde (XVème – XXIème siècle)* (2023).

Introduction

Maurice Godelier ne se voyait pas enseigner la philosophie toute sa vie. Il a donc bifurqué, d'abord vers l'économie, puis l'histoire avec F. Braudel, enfin l'anthropologie avec C. Lévi-Strauss avec lequel il a développé sa vocation d'anthropologue pour pouvoir évoluer « sur le terrain ».

Au début des années 60 il a étudié au Mali puis au Pérou. Enfin il est allé dans le dernier « grand paradis anthropologique » de l'époque qu'était la Nouvelle-Guinée Papouasie. Il a vécu, pendant sept ans, auprès des Baruya, loin des villes, « le passage » à la modernité. Un jeune homme brillant, ayant travaillé dans des plantations, lui avait demandé d'écrire sur un cahier une liste de prénoms chrétiens pour ses proches. « Nous voulons être modernes. La modernité c'est suivre Jésus et faire du business ».

La colonisation et son processus

Il faut connaître en détail l'histoire des peuples africains, asiatiques, arabes ou américains pour bien comprendre et ressentir ce qu'est la

colonisation et son impact sur les personnes colonisées.

La colonisation a commencé au XVème siècle pour ne se terminer qu'au début du XXème siècle : au début au nom du Christianisme puis au nom des valeurs des Lumières ou républicaines.

En fait, cette conquête a été « une grande route de sang » avec des millions de morts dans les pays colonisés ou dans le commerce triangulaire esclavagiste qui a fait la fortune de nombreux grands ports et des familles blanches des colonies. Ce constat a conduit Clémenceau à apostropher Jules Ferry à l'Assemblée Nationale : « N'essayons pas de revêtir la violence du nom de civilisation »

La colonisation s'est déroulée selon un schéma souvent répété, loin des « valeurs » mises en avant pour la justifier :

Un territoire étranger convoité pour ses ressources est envahi et soumis par les armes. Il est gouverné directement par des administrateurs ou indirectement (en se reposant sur une partie des élites locales comme l'ont fait les Hollandais en Indonésie). Les ressources et la main d'œuvre sont exploitées au profit de la métropole⁷.

Ce processus a conduit à la construction de pays (Indonésie, Afrique, ...) qui sont une collection d'ethnies sans liens réels et sans identité nationale.

La colonisation a été un domaine de concurrence entre les grandes nations occidentales pour assurer leur puissance.

Les différentes vagues de colonisation

La colonisation a commencé au XVème siècle quand les Portugais ont contourné l'Afrique pour accéder à l'Asie qui produisait des épices. L'accès direct par l'Egypte était verrouillé par les Turcs alliés aux Génois et aux Vénitiens.

Les Espagnols ont cherché à compenser leur retard via un accès à l'Asie par l'Ouest ce qui leur a fait découvrir l'Amérique. La reconquête et l'expulsion des juifs a créé un état catho-

⁷ Une des raisons pour ne pas accorder leur indépendance à de nombreuses colonies après la seconde guerre mondiale alors que leurs habitants avaient fortement contribué à la défense de la métropole, fut que les métropoles européennes étaient détruites et que les colonies devaient contribuer à leur reconstruction !!

lique homogène associant prosélytisme religieux et colonisation.

Jusqu'à la fin du XVII^{ème} siècle, on assiste à un fort développement du commerce international via le commerce triangulaire qui a fortement enrichi les métropoles colonisatrices⁸.

Le capitalisme commercial s'est transformé en capitalisme industriel avec la Grande Bretagne. Celle-ci, via la mécanisation des tâches industrielles et le protectionnisme, a fortement développé son industrie. Les colonies devinrent un marché forcé. La Grande-Bretagne a ainsi détruit l'industrie textile indienne concurrente.

La conquête du monde par l'Occident s'appuie alors sur sa suprématie militaire et financière.

La France, qui avait perdu en 1763 (Canada et Inde) puis au début du XIX^{ème} siècle (Louisiane) son empire colonial, en a reconstruit un en Afrique et en Asie au XIX^{ème} siècle. D'autres pays (Hollande, Allemagne, Belgique, Italie) se sont alors joints au processus de colonisation occidentale. La Russie aussi mais par la colonisation de terres en prolongement de son territoire de l'époque (la Russie peut être considérée comme le dernier empire colonial sans connaître de processus de décolonisation sauf au moment de l'éclatement de l'URSS).

Les USA sont eux-mêmes le résultat de colonisations, qui se sont émancipés de leurs métropoles européennes. Les blancs ont presque exterminé les indiens, développé l'esclavage... Puis certaines conquêtes et surtout la doctrine Monroe de 1823 ont mis sous la coupe exclusive des USA tout le continent américain pendant plus d'un siècle. C'est un impérialisme puissant à base coloniale !

Après la première guerre mondiale, on assiste à une forte réorganisation de la géopolitique mondiale avec l'éclatement de plusieurs empires et la perte de leurs colonies par les vaincus de cette guerre. La France et la Grande-Bretagne récupèrent l'essentiel de ces colonies et des bouts d'empire (de l'empire ottoman notamment).

La colonisation vue par les « colonisés »

La colonisation vue par les colonisés est évidemment différente :

Ils subissent des guerres sanglantes et perdent leurs souverainetés. En Namibie, la colonisation allemande a conduit à la destruction de deux groupes ethniques majeurs au début du XX^{ème} siècle considérée comme le premier génocide de l'Histoire. Les indépendances comme en Amérique Latine au début du XIX^{ème} siècle sont le fait des blancs descendant des dirigeants de la métropole qui prennent le pouvoir. Les phénomènes d'exploitation et de racisme y perdurent donc.

Se moderniser n'est pas un problème nouveau

Le Japon

Le Japon au VI^{ème} siècle a importé de la Chine la riziculture, la sériciculture, l'écriture et un modèle d'Etat. Ceci n'a pas transformé les Japonais en Chinois. De même, durant la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, quand les Américains puis d'autres pays occidentaux ont forcé le Japon à s'ouvrir, celui-ci s'est modernisé sans perdre son identité.

Cette dernière ouverture acceptée par le Shogun est accompagnée par une attraction intellectuelle forte : de nombreux ministres sont envoyés dans plusieurs pays occidentaux pour détecter tout ce qui pourrait être utile au Japon. Celui-ci a même pour ambition de faire mieux que les occidentaux dans plusieurs domaines, en industrialisant rapidement le pays et en créant une armée puissante.

Le Japon est devenu le premier pays à défaire une armée « occidentale » avec sa victoire sur l'armée russe en Extrême-Orient. Cette victoire a eu un retentissement énorme dans de nombreux pays d'Asie, au Moyen Orient ou en Afrique.

Pendant la première guerre mondiale, le Japon a été l'allié et non le vassal du camp occidental ce qui lui a valu d'être du côté des vainqueurs. Le Japon a alors su combiner développement industriel et militaire, entraînant une destruction des structures féodales mais la préservation de son identité profonde (Empereur, Shintoïsme, ...).

Malheureusement, ces succès ont généré une forme d'hubris qui a conduit ce pays à un ex-

⁸ Toutefois, l'afflux de métaux précieux (or et argent) a aussi déstabilisé certains pays comme l'Espagne

pansionnisme sans limite en employant des méthodes barbares. Cette folie a conduit à la catastrophe de 1945. Le Japon dévasté matériellement a cependant pu rebondir économiquement sur la base de valeurs propres.

La Turquie et l'Iran

Le processus en Turquie et en Iran a été différent.

Atatürk a sauvé l'honneur de son pays lors de la débâcle de la fin de première guerre mondiale. Il a voulu, dans la lignée des réformistes Ottomans, imposer à son peuple un régime occidental : état laïc, constitution à la Française, code civil « italien » et code du commerce « allemand », éducation des filles et droit de vote pour les femmes. Il a chargé l'armée de défendre la laïcité et la démocratie tout en décapitant le clergé. Cette modernisation à marche forcée a été mise en œuvre par une structure autoritaire : parti unique et armée forte au-dessus des lois communes.

La Turquie a ainsi connu un développement économique global certain et un poids politique significatif (à l'OTAN notamment) mais la modernisation reste différenciée et inégale selon les régions.

L'Iran a aussi connu une période de forte modernisation sous contrôle occidental⁹ (à cause de ses grandes réserves pétrolières). Le Shah a conduit cette modernisation à marche forcée : scolarisation des filles, développement d'universités, aéroports. Une constitution a été élaborée mais elle est vite devenue caduque à cause de l'autoritarisme du Shah et de sa mégalomanie.

Le clergé chiite qui avait courbé l'échine s'est violemment redressé avec la révolution de 1979. Depuis, l'Iran connaît des temps obscurs même si les dirigeants religieux ont su mobiliser leur patrie lors de la guerre contre l'Irak de 1980 à 1988.

Ces deux exemples montrent des évolutions contrastées de modernisation accompagnant l'évolution des structures de la société ou son identité qui deviennent, dans le cas de l'Iran, un frein.

L'URSS et la Chine

L'URSS s'est créée en opposition à l'Occident : défense des opprimés et volonté de créer un

système politique et économique moderne mais différent, car communiste.

La révolution russe de 1917 a rapidement été dévoyée de ses objectifs initiaux et l'alliance avec de nombreux pays ou mouvement progressistes n'a pas permis de consolider une approche non capitaliste de l'économie. La parenthèse communiste a été de brève durée par rapport au temps historique : 74 ans pour l'URSS (1917-1991) ; 44 ans en Europe de l'Est (1945-1989) et 29 ans pour la période maoïste de la Chine (1949-1978).

Issue d'une révolution communiste, la Chine se modernise aussi fortement et essaye de promouvoir aujourd'hui un système économique alternatif autoritaire, associant capitalisme et communisme, en partie fondé sur des valeurs fondamentales maintenant une identité chinoise forte. La Russie et la Chine sont devenues des capitalismes sous direction autoritaire, la Chine devenant même un acteur dominant de la modernisation.

Des modernisations concurrentes

La modernisation souvent plus technique et économique que sociale, et partant non démocratique, a été le fait d'élites qui n'ont pas voulu ou su faire évoluer la mentalité de l'ensemble de la population. Il ont maintenu, parfois de force, des caractères spécifiques de leurs sociétés, s'opposant aux caractères démocratiques et sociaux de ce qu'il est convenu d'appeler l'Occident. Ils sont ainsi devenus des challengers pour l'Occident.

En fait l'Occident fait face à plusieurs groupes de pays hostiles : certains pays musulmans fondamentalistes comme l'Iran. D'autres comme la Turquie essayent d'avoir une position plus équilibrée.

En Afrique le sens national se construit contre les anciens colonisateurs plutôt que sur une modernisation sociale.

La Russie (qui est devenue une kleptocratie mafieuse) et la Chine (avec un Parti Communiste dominant malgré le virage capitaliste de l'économie) restent alliés, mais autonomes.

Des pays intermédiaires comme l'Inde ont inventé le concept de multi alignement qui ne rejette pas totalement l'Occident mais ils se

⁹ La demande de rééquilibrage du partage de la rente pétrolière par le gouvernement Mossadegh a été violemment réprimée par les Britanniques alliés aux Américains.

gardent la possibilité de s'allier avec ses adversaires sur certains sujets.

Requiem pour l'Occident ?

L'Occident a donc perdu le « monopole de l'Histoire ». Faut-il alors entonner un requiem pour l'Occident ?

L'Occident possède encore de nombreux atouts sur le plan économique et technologique. Sur le plan militaire, l'OTAN et les pays qui la composent représentent la première force armée mondiale. En outre, la démocratie reste une force sociale qui bonifie toutes les autres et le système libéral favorise l'innovation et la prise de risque.

En fait, les principales sources d'affaiblissement du système occidental sont à chercher en son sein. La déception grandissante des citoyens envers les pratiques démocratiques qui n'assurent plus les promesses de progrès dans un monde menacé par le réchauffement climatique en partie induit par ces modernisations risquent de valider des régimes autoritaires. La démocratie illibérale avec l'autoritarisme croissant de certains chefs d'état en est un premier résultat.

Conclusions

L'Occident, entre le XVème et le XIXème siècle, a assis sa puissance sur le triptyque capitalisme, démocratie et christianisme puis valeurs républicaines. La puissance militaire qu'il a pu bâtir grâce à ce système lui a permis de dominer le monde mais ceci s'est fait par une colonisation brutale voire barbare. Depuis la seconde moitié du XXème siècle, il a perdu le « monopole de l'histoire ».

Toutefois, malgré le rééquilibrage du développement économique entre les nations, ses erreurs passées et ses faiblesses potentielles actuelles, l'Occident reste encore très puissant. Il peut même s'avérer un modèle grâce à ses valeurs modernes (démocratie, laïcité, respect du droit des femmes et des minorités).

Il subit la concurrence croissante de régimes alternatifs souvent oligarchiques qui cherchent à moderniser leur pays technologiquement, économiquement et militairement tout en s'appuyant sur un ensemble de valeurs fondamentales différentes souvent ancrées dans leur culture et leur histoire, voire une mythologie. La question majeure est de savoir comment la richesse nouvellement

créée dans ces pays sera distribuée et si ces pays pourront concevoir les innovations du XXIème siècle.

Synthèse Michel Cabriol

Changer d'énergies : La difficile mais nécessaire transition vers moins de carbone

avec Frank Lacroix

DGA d'ENGIE

Le 18 septembre 2024

Frank Lacroix a été directeur général puis président directeur général du groupe Dalkia. Il a rejoint EDF en 2014, comme directeur Europe, et ensuite la SNCF en 2016, chargé notamment des transports régionaux. Il est directeur général adjoint exécutif d'ENGIE depuis 2023.

Panorama global

La crise énergétique récente, liée notamment à la guerre en Ukraine ou au Moyen-Orient, rend la transition énergétique (TE) vers des énergies décarbonées d'autant plus nécessaire.

Pendant quelques années, un consensus apparent a été accepté en Europe sur ce sujet avec des ambitions fortes : réduction de 55% de l'émission des gaz à effets de serre (GES) en 2030 par rapport à 1990. Ce devait être un vecteur de compétitivité pour l'Europe mais aussi procurer des bénéfices en termes de souveraineté voire de réindustrialisation. Cette stratégie devait entraîner une baisse de la volatilité des prix de l'énergie : les entreprises ont besoin de visibilité.

En fait, beaucoup a déjà été fait : 95% des émissions de GES ont été ciblées et font l'objet d'un plan d'actions déjà engagées. Les leviers à mobiliser sont identifiés et il faut avoir une vision positive de la TE (comme de nombreuses entreprises). Les efforts passés ont aussi permis de limiter la hausse passée des prix de l'énergie lors de la crise récente.

Cependant, plusieurs pays ont récemment revu à la baisse leurs objectifs de réduction d'émissions de GES (Argentine, GB, Suède, Pays-Bas) et dans l'ensemble des pays :

- Les entreprises reviennent en arrière souvent sous la pression des grands investisseurs qui votent de moins en moins pour les résolutions liées à la politique en faveur du climat
- Les particuliers ont subi un fort choc inflationniste qui les appauvrit et rend plus difficiles les investissements nécessaires dans les logements et dans la mobilité électrique

Enfin, Swiss RE prévoit une forte destruction de valeur si le réchauffement climatique atteint 3,5°C au lieu de 1,5°C à 2°C comme prévu dans l'accord de Paris de 2015. Selon la Banque Mondiale, 100 millions de personnes basculeront dans la pauvreté en cas d'échec.

Malheureusement, les effets des actions passées ont été trop limités : la baisse des émissions de GES a été de 1% par an alors qu'il faudrait atteindre 4% par an. Il faut donc **accélérer et passer à l'échelle supérieure !**

Les conditions de la transition énergétique

Il n'y a pas de solution unique. Le mix énergétique du futur nécessitera une alliance :

- De **l'électron** avec une électrification accrue des usages surtout dans les transports
- Et de la **molécule** avec l'utilisation de gaz décarbonés pour le stockage et pour répondre aux variations de la demande.

En outre, la sobriété (usage plus raisonné) représente 34% de la baisse des émissions de GES dans les objectifs 2050 d'où une nécessaire adaptation des comportements en Europe.

Cette évolution nécessaire implique une flexibilité accrue d'un système énergétique complexe : l'adaptation des réseaux de distribution et de stockage représente un investissement important qui est souvent occulté.

La mise en œuvre pratique

Environ 50% des émissions de GES en Europe peut être éliminée à un coût raisonnable voire faible. En revanche, l'autre moitié nécessite des technologies nouvelles peu éprouvées ou coûteuses.

Le coût de production des EnR a fortement diminué et elles sont facialement compétitives mais il faudra ajouter à ce coût celui de

l'adaptation des réseaux de distribution et de stockage. Le coût complet sera donc moins favorable mais restera compétitif dans certains cas. Par exemple, la production d'hydrogène vert ne sera compétitive que pour des applications particulières (transport lourd, certains produits industriels, ...). Globalement en Europe, il faudra multiplier par 6 la production d'EnR, multiplier par 4 la capacité des réseaux liés à la flexibilité et accroître fortement la production de gaz bas carbone.

Pour l'industrie, il faudra réinvestir la baisse des coûts de production dans l'adaptation des réseaux. Soixante pour cent des industriels sont confiants quant aux perspectives de décarbonation.

Un autre axe de décarbonation à ne pas négliger est le développement de réseaux de chaleur (voire de froid mais c'est un marché beaucoup plus limité). Ces réseaux sont très développés en Europe du Nord et en Allemagne. La France qui est en retard a prévu un effort conséquent avec un fonds chaleur (doté de 350M€ en 2021 avec une prévision de 1500M€ en 2025 sauf coup de rabot budgétaire) : il s'agirait de passer de 900 réseaux en 2023 à 2400 en 2035 notamment par des investissements dans des villes moyennes.

Ces réseaux permettent de combiner différentes sources souvent perdues : chaleur fatale dans l'industrie ou des data centers, différence de température entre le sous-sol et l'air ambiant, eaux usées, ... Ils permettent une utilisation *locale* de ces sources et donc de minimiser l'investissement dans les réseaux de transport.

Au-delà de la mise en œuvre pratique et technique, il ne faudra pas négliger les aspects politiques :

- Le plan de TE de la France doit faire l'objet d'un consensus national. Il doit être pilotée par l'Etat et être isolé des soubresauts politiques : une planification à long terme s'impose.
- Comment mettre en œuvre la sobriété nécessaire de chaque citoyen et aller vers plus de justice dans ce domaine ?
- La production de beaucoup d'éléments industriels et de produits finis indispensables à la TE font l'objet d'un monopole chinois. Comment maintenir des relations diplomatiques suffisamment bonnes avec la Chine mais aussi se réindustrialiser dans les domaines critiques ? La fourniture d'uranium doit aussi être sécurisée.

La réduction des GES est un impératif pour la planète sous peine de connaître un futur dramatique.

Il faudra allier recherche et développement technologique avec une ferme volonté politique. Celle-ci devra aussi veiller à rendre la TE désirable et acceptable socialement. Elle peut être un vecteur de justice sociale. En effet, si la mise en œuvre de la TE en Europe est réussie, le coût global de l'énergie diminuera et, selon la Banque Centrale Européenne, le pouvoir d'achat des ménages sera renforcé.

Synthèse Michel Cabirol

Hommages à des membres du cercle Condorcet de Paris

Claude Alphanféry Vivre et résister

Claude Alphanféry était de ceux qui avait participé, jeune, à la résistance et en avait gardé pour la vie une capacité d'engagement militant à toute épreuve. *Vivre et résister* : c'est le titre de son livre mémoire¹⁰, que l'on pourrait dans son cas prolonger par *vivre*, c'est résister. Toute sa vie, qu'il vient de quitter à plus de 101 ans, le 26 mars 2024, il a considéré nécessaire de combattre les préjugés sociaux et économiques, de lutter contre les défaillances des institutions face au chômage, à l'exclusion, et s'est battu pour l'insertion, notamment par l'économie sociale dont il était devenu l'un des porte-voix.

Banquier public dans le secteur de l'immobilier, il contribua à l'émergence d'un habitat collectif de qualité pour des publics divers, y compris peu favorisés, habitant les mêmes lieux, associant économie et culture.

Lorsque débutait le Cercle Condorcet, en 1988, dont il fut l'un des membres fondateurs,

il créait France Active afin de générer des emplois pour et avec les chômeurs. Déjà dans le maquis de la Drôme, se référant aux clubs républicains, il créait des clubs, « *lieux où l'on apprend à se connaître, à échanger des réflexions, des pratiques, à affirmer des valeurs, une conception de la société et de l'économie* ».

France Active construisait des ponts entre les banques et les entreprises solidaires pour faciliter l'instruction des dossiers et limiter les risques financiers par des garanties bancaires. Dans les années 2000, dans un manifeste pour l'économie solidaire, il proposait de « *soutenir les milliers d'initiatives locales pour produire, consommer, employer, épargner et décider autrement* ».

Il a eu milles vies. Toujours engagées. Il participa à la création du club Jean Moulin, quand les politiques de la Vème République parurent à nombre de hauts fonctionnaires ne plus correspondre à l'éthique de leurs convictions politiques et sociales. Toujours le retour aux principes du Conseil National de la Résistance qui espérait des jours heureux, mais pas forcément ceux que les conservatismes laissaient poindre dans ces trente glorieuses souvent mal nommées. Le programme commun et l'arrivée de la gauche au pouvoir le remit en accord avec la politique d'alors. Plutôt avec la deuxième gauche de Michel Rocard, avec lequel il inventât le revenu minimum d'insertion auquel le mot d'insertion lui revient.

A la sortie de la guerre, à son entrée à l'ENA, il avait été communiste. Il ne le resta pas, mais il garda toujours le souci de travailler pour ceux qui étaient soumis aux contraintes de la société de consommation sans en recevoir les profits ni les bienfaits.

C'est ainsi qu'il devint le fondateur et président du laboratoire de l'Economie Sociale et Solidaire¹¹ qui organisa des Etats Généraux en 2010, pour un maillage territorial des coopérations pour un développement local durable. La loi ESS du 31 juillet 2014 est venue reconnaître ce long travail qui associa des milliers de personnes, partout en France. « Les expériences de coopération invitent à passer de

¹⁰ *Vivre et résister*, 1999, 145p, Descartes et Cie

¹¹ Le Cercle Condorcet organisa un colloque-débat sur l'économie sociale et solidaire, avec Claude Alphanféry le 21 janvier 2008. Y participaient Edmond Maire, Jean Baptiste de Foucauld et Jean Louis La-ville. Voir : <https://cercle-condorcet-de-paris.org/leconomie-sociale-et-solidaire/>

résistances belles mais ponctuelles et marginales à de profondes transformations permettant de les développer, de les pérenniser. J'y vois une manière d'inscrire les pratiques de terrain, cette praxis essentielle, dans une vision plus large, l'imaginaire éthique d'un avenir respectant l'humanité et la nature » écrivait-il l'occasion de ses 100 ans.

En 2020, soutenant une initiative « convivialiste », il appelait à agir, face « à une partie de l'opinion (qui) est sensible aux discours de l'extrême droite (ceux d'un Trump ou d'un Bolsonaro) qui privilégient leur clientèle économique à la santé de la nature et des humains.

« Il faut donc convaincre. Et l'on peut le faire en rassemblant des initiatives remarquables mais fragmentées ; en mettant en lumière les bénéfiques des solutions apportées, les coûts sociaux évités, l'avenir préservé ; en conjuguant les efforts dispersés, en nouant des liens entre les expériences, entre les territoires en France et en Europe ; en constituant progressivement à partir des ententes locales un vaste éco-système porteur de développement équitable et durable. En retrouvant enfin pour convaincre l'énergie, l'optimisme raisonné des maquis et le lien social que la Résistance a su créer. Pourquoi ne pas créer, entre tous les réseaux, un Conseil National de la Résistance qui lancerait un nouvel Appel pour des jours heureux ? »

Nous avons publié, dans la lettre 49-50, son appel à résister, face à la pandémie, comme face aux pires jours de la guerre.

Dans son ultime appel contre le retour de la barbarie, il nous disait : *agissez comme si vous ne pouviez pas échouer* ».

Bernard Wolfer
Président du Cercle Condorcet de Paris

Jean Loup Motchane

Jean Loup Motchane nous a quitté le 9 octobre 2024. Il était un membre actif du Cercle depuis ses débuts. Ses liens avec le Monde diplomatique de Claude Julien, qui fut le premier président du Cercle Condorcet de Paris, ont sans doute joué un rôle important dans son attachement au Cercle. Il a été un animateur constant des débats et des travaux du

Cercle. Que ce soit sur l'enseignement et l'université dont il fut professeur de Physique (de la Faculté des sciences à Paris VII) que sur la citoyenneté, la démocratie, la culture et plus généralement sur les questions d'inégalités sociales auxquelles il était très sensible.

En qualité de scientifique, il tenait toujours à construire des raisonnements reposant sur des faits organisés de façon à être compréhensibles pour le plus grand nombre bien qu'il pensait aussi que certains langages scientifiques, notamment les mathématiques, n'étaient pas d'accès aisé pour la plupart.

Jeune professeur d'université, il reçut la médaille de Bronze du CNRS pour ses premiers travaux, qui portaient sur la physique nucléaire. Il entretenait de nombreuses relations scientifiques et universitaires avec des universités étrangères, notamment du Moyen Orient. Son expérience fut mise à profit quand il devint directeur de la coopération scientifique et technique du ministère des affaires étrangères (1981).

Comme son frère Didier Motchane, proche de Jean Pierre Chevènement, il fut membre du mouvement des Citoyens, à la gauche du PS. Il garda toujours une pensée politique critique sur l'action de la gauche. Son engagement au Cercle Condorcet fut de ceux-là, puisqu'il y trouvait matière à débats entre conceptions parfois bien divergentes, débats auxquels il apportait sa rigueur et ses convictions ancrées dans une pensée sociale exigeante. C'est ainsi qu'il défendait les positions d'AT-TAC, dont il fut longtemps membre du conseil d'Administration.

Membre du Conseil d'administration du Cercle Condorcet depuis toujours, il apporta nombre de sujets pour nos débats et nos travaux.

Il fut aussi le créateur et l'animateur du premier site internet du Cercle, à partir de l'an 2000. Grâce à lui, notre cercle fut mieux connu, devint « interactif » mais surtout il en fit l'archive numérique de nos travaux et débats. Nous lui devons donc cette mémoire accessible à tous.

Témoignages de son intérêt pour les questions économiques et sociales, on lira ses articles parus le plus souvent dans le Monde Diplomatique qui portent aussi bien sur l'eau, la psychiatrie, les abus du marché, l'intérêt de l'économie sociale, les risques de privatisation de la recherche, etc. : ce sont toujours des

soutiens à l'intelligence collective, à la science, au bien commun contre les intérêts particuliers.

Bernard Wolfer

President du Cercle Condorcet de Paris

Remue-méninges

La démocratie en danger Peut-on la régénérer ?

2 Octobre 2025

Nous constatons tous, depuis quelques années, que la démocratie et l'esprit démocratique sont soumis à des coups de boutoirs qui menacent son existence même. Ce qui paraissait un acquis irréversible de l'histoire des pays occidentaux est mis en question. Oubliée la formule de Winston Churchill « la démocratie est un mauvais système, mais elle est le moins mauvais des systèmes » ? Serait-elle devenue le plus mauvais des systèmes politiques ? Oubliée la fin de l'histoire de Francis Fukuyama et l'avènement de la démocratie pour tous ?

Notre Remue-méninges du 2 octobre 2024 nous a donné l'occasion de débattre sur l'évolution récente de nos démocraties et d'essayer de comprendre les causes et peut-être d'esquisser des remèdes. Ce texte reprend de façon très synthétique les exposés de Michel Cabirol et de Denis Laffond et les interventions de certains membres lors de la réunion.

1945-2005 : l'Occident et la démocratie

La fin de la seconde guerre mondiale par la victoire des alliés occidentaux marque comme une victoire de la démocratie dans un monde en croissance économique. Si ce monde est divisé entre capitalisme et communisme, en une lutte un temps incertaine, il semble montrer la victoire du monde « libre », capable même de décoloniser et de répandre démocratie et bien-être économique, la liberté pour les hommes et bien sur les marchandises. La chute du mur de Berlin en 1989 laisse croire que la démocratie occidentale et le néolibéralisme ont gagné définitivement la partie. La puissance américaine et son impérialisme étaient progressivement contrebalancées par le développement de l'Europe, puis de la Chine et de l'Inde, la Russie et les pays de l'Est entraînent dans la compétition pour l'éco-

nomie de marché. L'Amérique latine connaissait des progrès démocratiques. On pouvait engranger les dividendes de la paix par le « doux » marché mondialisé avec l'illusion d'une égalité pour tous.

L'illusion de l'égalité par le marché a été longtemps entretenue comme projet de société, comme fin de l'histoire (Fukuyama). Le néolibéralisme et ses propagandistes ne demandaient qu'une chose, la liberté, sous toutes ses formes et d'abord celle des marchandises, puis celle de la finance pour développer la production et les échanges. La guerre paraissait s'éloigner comme nécessité pour les nations, au point de voir diminués les budgets militaires et développés les traités de réduction des armements létaux.

Les droits de l'homme devenaient un principe des Etats, et la loi un instrument de règlement des conflits. La victoire de l'Etat de droit était à la portée du plus grand nombre, la raison l'emportant sur les intérêts égoïstes. La social-démocratie en était le porte-drapeau capable d'apaiser les relations sociales et économiques et connaissait de belles victoires.

Où était l'erreur ?

Sans doute a-t-on confondu la gestion économique des problèmes avec la politique et ses enjeux de société. L'économie financiarisée a de plus en plus dominé la vie de nos sociétés, et ceci remarquons le dans la plupart des pays, y compris communistes ou ex communistes, certes sous des formes différentes. Plutôt que la démocratie, on a pu dire que le néolibéralisme a gagné et que dès lors il peut s'affranchir de la démocratie, assez puissant pour se moquer des frontières et des Etats, ceux-ci étant soumis à ses exigences.

Que peut la social-démocratie dans ces conditions, si par sa gestion, elle doit d'abord satisfaire les besoins du capital ? Les crises ne semblent plus affecter ce Capital qui trouve dans les Etats les instruments et moyens pour en effacer les conséquences. La crise de 2008 en est un exemple. Devant une crise majeure des économies financières, les Etats ont mis en place les instruments capables d'en limiter les effets et de faire repartir les économies.

Les partis sociaux-démocrates, qui selon l'expression de Sloterdijk étaient des « banques de colères », ont perdu progressivement cette fonction de rassemblement et d'expression des besoins des classes populaires, comme a pu l'exprimer Terra Nova en

2011, en suggérant aux socialistes de ne plus se fixer sur les classes populaires et de s'intéresser plutôt aux problèmes sociétaux, ceux-ci étant l'expression sociale de besoins individuels.

L'autre erreur était de n'avoir pas compris que loin de favoriser l'égalité, le néolibéralisme contribuait à accroître les inégalités, lesquelles devenaient plus sensibles aux gens. Un mouvement comme celui des gilets jaunes montrait la manifestation de classes contraintes dans leurs modes de vie sans espoir d'en sortir. Ils revendiquaient aussi d'être non seulement écoutés mais entendus, estimant que leur statut citoyen était insuffisant pour être représenté par un pouvoir. Balançant entre anarchisme et autoritarisme, ils manifestaient aussi une volonté de faire la politique autrement, réclamant une démocratie plus directe (le RIC).

Quelle alternative ?

Le néolibéralisme, comme l'exprimait Margaret Thatcher, c'est : il n'y a pas d'alternative (TINA). Reposant sur la main invisible du marché qui attribuerait les marchandises et les humains selon le meilleur optimum, il n'est pas possible de s'y opposer. C'est ce qu'on appelle aussi la pensée unique.

Le fossé entre les tenants des pouvoirs économiques et une large part de ceux qui n'en sont pas, ou n'en sont plus, les bénéficiaires s'est creusé. C'est particulièrement vrai selon les âges de la vie, les niveaux d'éducation, et bien sûr de patrimoines.

Quelle espérance peut encore donner la démocratie ? Les pouvoirs politiques sont vilipendés et rendus responsables des crises et des failles de l'ère d'abondance qui semblait promise encore il y a peu. Leur autorité, leur légitimité est remise en cause. Et ceci peut conduire paradoxalement à une demande d'autorité accrue en l'absence de vision nouvelle, de projet pour la société et tomber alors dans la démocratie illibérale. C'est à la fois la critique des politiques publiques, telles qu'elles sont, et une demande de plus de politiques publiques.

De nombreux jeunes sont conduits à abandonner le terrain de la politique et à s'abstenir, ne croyant plus à l'influence du politique sur leurs vies et leur avenir.

Curieusement, ceci ne conduit pas, ou pas encore, à une remise en cause du système

économique, peut-être parce que nous en sommes tous dépendants. Au contraire, la réussite de certains est reconnue comme un effet normal et souhaité du système et non comme la cause des inégalités et des problèmes qu'elles causent. Certains demandent même moins d'Etat, plus de liberté sans contraintes. La domination des réseaux sociaux, auxquels nous participons, n'est-elle pas alors le signe d'une servitude volontaire dans la mesure où n'en contrôlons plus rien ?

Que le capitalisme soit devenu prédateur n'est pas conçu comme le problème. Pourtant la démocratie représentative est de plus en plus dominée par des milliardaires, de façon directe ou cachée. Ne peut-on parler de ploutocratie, d'oligarchie (comme en Russie, mais aussi aux USA), voire de kleptocratie, en sous-entendant que ces fortunes sont aussi acquises avec l'aide des États et des pouvoirs politiques.

Le retour des guerres, choc des civilisations ?

La guerre en Ukraine, la guerre Israël Palestine, de nombreux conflits régionaux sont les signes d'un monde où le règlement des conflits n'est plus considéré comme pouvant être pacifique, donc avec des règles démocratiques. Il s'agit même de guerres de conquêtes ou quasi coloniales. Certains ont parlé de chocs de civilisations (Huttington), pour embarquer les questions religieuses et culturelles dans la légitimation de ces guerres. Et il est vrai que ce sont les raisons invoquées par ces guerriers, en particulier par Poutine ou au Moyen-Orient. D'aucuns auraient pu parler de retour de la barbarie. Ils s'en sont abstenus pour le moment, peut-être parce que l'espoir reste que la raison démocratique et les droits humains peuvent encore l'emporter. Le génocide du Rwanda paraît être une exception des années 90. Pour combien de temps encore ?

Que pouvons-nous faire ?

Nous avons évoqué la nécessité de renforcer l'éducation, de réduire les inégalités, de favoriser l'accès au logement, aux biens matériels et culturels, de reconstruire des liens sociaux et des identités collectives désirables. De penser une autre société possible.

Un programme de travail et de réflexion en définitive que nous poursuivrons au Cercle Condorcet.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Peut-on accepter que le prochain 14 juillet puisse devenir un moment célébrant une victoire de l'extrême droite en France ?

La démocratie française est mise en danger par l'effet même de son exercice dans l'élection de ses députés. Nous risquons de voir élus et constituer une majorité, ou un groupe dominant, les représentants de partis d'extrême droite dont toute l'histoire se rapporte au rejet de la République, au racisme, à la xénophobie, à l'inégalité des hommes et des peuples, quoiqu'ils en laissent paraître aujourd'hui. S'ils parviennent au pouvoir, ils reviendront sur des fondements de notre République. Ils attenteront certainement aux libertés, de penser et d'agir, sous prétexte de la nécessité d'obéir à l'autorité. Ils s'attaqueront à l'école républicaine et laïque, sans nul doute. Ils restreindront les moyens de l'égalité entre les citoyens, notamment en abolissant le droit du sol. Ils limiteront la fraternité et la solidarité en la réservant à ceux qu'ils désigneront comme seuls dignes.

L'idéologie « nationale » qui les conduit n'a pas changé de fond depuis ses expressions vichystes. Elle est en complète opposition avec l'esprit des lumières qui a conduit la Révolution Française et qui s'est renouvelée avec le Conseil National de la Résistance.

Condorcet fut de ceux qui défendit les noirs, comme des égaux. Qui appela à la reconnaissance de la femme comme citoyenne. Qui proposa une démocratie au plus proche des citoyens et qui porta l'espoir que l'éducation publique et laïque permît à tous d'exercer cette citoyenneté, en pleine capacité, sans dépendre d'autorité supérieure.

Cette idéologie nationale manifestée lors d'élections européennes est-elle le symptôme d'un mal profond ? D'une perte d'espérance dans l'avenir, de confiance dans la démocratie ?

La construction européenne s'est faite sur la promesse de la paix : plus jamais ça ! À l'envers du nationalisme, car les nations, en co-opérant, gardent et même renforcent leurs

identités, accroissent leurs forces. Le nationalisme disait François Mitterrand, c'est la guerre. L'avons-nous oublié ? Nous y sommes.

Condorcet dans son célèbre « paradoxe » analysait l'intransitivité du choix à la pluralité des voix : Un choix collectif n'est pas la somme de choix individuels. Notre système électoral l'a souvent montré. C'est pourquoi le système représentatif doit aussi mettre en valeur la représentation des citoyens, et que ceux-ci le soient de manière continue et pas seulement au moment du vote.

C'est sans doute ce qui fait qu'une partie des Français ne se retrouvant pas dans les conséquences des décisions prises, depuis assez longtemps, estiment aujourd'hui qu'il faut essayer autre chose. Quitte à ce que ce nouveau choix réduise la citoyenneté : finalement peu leur importe. C'est entre « eux » et « nous » pensent-ils peut-être.

Ce schisme est profond et grave entre les « élites » et ceux qui se sentent déclassés, marginalisés, incompris, relégués, ... n'ayant plus voix au chapitre. Mais doit-on le laisser aller à son aboutissement ?

NON. Il est nécessaire pour la démocratie républicaine, laïque, sociale et solidaire de ne pas le laisser advenir.

Dans tous les cas, il faut voter contre l'extrême droite.

Mais aussi expliquer les raisons et donner de l'espoir en revenant aux fondamentaux républicains : Liberté, Egalité, Fraternité. C'est à dire ouvrir la voie à une rénovation démocratique de la société française (et sans doute européenne).

Oh oui, nous pourrions encore vivre des jours heureux, comme le disait encore, avant de nous quitter, Claude Alphanéry.

Paris, le 21 juin 2024

Lettre du Cercle Condorcet de Paris,
3 rue Juliette Récamier, 75343 Paris Cedex 07
lettre@cercle-condorcet-de-paris.org
Sites: <http://cercle-condorcet-de-paris.org>.
Responsable de la publication : Bernard Wolfer.
Impression Dejalink